

**PROCÈS-VERBAL
DU CONSEIL ACADÉMIQUE
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU 4 JUILLET 2024

ORDRE DU JOUR

1. Informations générales
2. Approbation du procès-verbal du Conseil académique en formation plénière : séance extraordinaire du 28 mars 2024
3. Avis sur la demande de domiciliation de l'association étudiante « PETUD »
4. Avis sur la création de la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » à compter de l'année universitaire 2025-2026
5. Avis sur la création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » à compter de l'année universitaire 2025-2026
6. Avis sur la création du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026
7. Approbation de la création des Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES)
8. Approbation de la création des Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN)
9. Questions diverses

		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	EXCUSÉS
Président	LINARÈS Georges	X		
VP CFVU	JABAIAN Bassam	X		
Collège A	DUPORT DIT ROUSSEAU Catherine		LACAUX Céline	
	MORAND Pierre-Henri	X		
	NOTTIN Stéphane			X
	RANGER Graham		JABAIAN Bassam	
	ROSSIGNOL Benoît	X		
	VIAN Maryline	X		
Collège B	BOURGEOIS Céline			X
	DE SOUZA Carole	X		
	GLEIZE-PERROUTY Bérengère	X		
	GOURION Daniel	X		
	VIGNAL Matthieu		JOSELIN Didier	
Collège C	FERRERO Christophe		SAPPE Marjorie	
	LEAUTIER Florence	X		
	RAMONE Hervé			X
	SAPPE Marjorie	X		
Collège Usagers	AGRINIER Laura		BEN SAID Ismail	
	BEN SAID Ismail	X		
	CAPPELEMAN Paola		BEN SAID Ismail	
	COCHONNET Axel			X
	DURY Alexandre			X
	FOUNDOLIS Sofia			X
	LECOINTRE Agathe			X
	LEFERT Clélia			X
	LOUIS Julien			X
	PELLAT-FINET Liana			X
	VOLLE Marius			X
	ZUCCARO Baptiste (Sup. DISCHERT Mathis)	X		
Personnalités Extérieures	BRIARD Florent	X		
	ETIENNE Loïc		JABAIAN Bassam	
	SAGUET Valérie			X
	SIONNEAU Danielle			X

		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	EXCUSÉS
VP CR	MESGOUÉZ Gaëlle	X		
Collège A	AMO-SANCHEZ Antonia			X
	CASTELNUOVO Guido		MESGOUÉZ Gaëlle	
	CULIOLI Gérald	X		
	DE PELLEGRINI Francesco	X		
	JOSSELIN Didier	X		
	LACAUX Céline	X		
	LEGENDRE Laurent			X
	PÉPIN Christiane	X		
	PRISO-ESSAWE Samuel-Jacques	X		
	TRIQUET Éric		JOSSELIN Didier	
Collège B	WALTHER Guillaume	X		
Collège C	BLIGHT Olivier			X
	DERAMOND Julie	X		
	GARSON Cyrielle	X		
	MAZZIA Christophe	X		
	RUY Stéphane			X
	SAINTY Jessica		GLEIZE-PERROUTY Bérengère	
Collège D	QUIDU Pascal			X
Collège E	LAURENT Sandrine		VIDAU Victoria	
	SOUMILLE Hugues			X
	VIDAU Victoria	X		
Collège F	MONTELLE Virginie		VIDAU Victoria	
	ROUABHIA Bariza			X
Collège Usagers	DURET Jarod			X
	LAUMONT Emma			X
	LECOURT Thibault			X
	PIETRI-ORSINI Serena			X
Personnalités Extérieures	BERTIN Nadia		CULIOLI Gérald	
	BOUDJAABA Fabrice			X
	MERMET Claire		LINARÈS Georges	
	PEREZ Vivian		MESGOUÉZ Gaëlle	

Membres composant le conseil : 65

Membres présents (25) ou suppléés (15) : 40

Membres absents et non suppléés : 25

Après vérification du quorum, Monsieur Georges Linarès, Président d'Avignon Université, ouvre la séance du Conseil académique plénier. Il est 15h55.

1. Informations générales

En raison des nombreux dossiers à traiter lors du Conseil académique restreint qui précédait le Conseil académique plénier et dans l'attente d'obtenir le quorum, la séance s'ouvre à 15h55 au lieu de 14h30, heure prévue initialement.

- Nomination du recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte-d'Azur :

Monsieur Benoit Delaunay a été nommé recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte-d'Azur, recteur de l'académie d'Aix-Marseille, chancelier des universités. Le Président d'Avignon Université indique qu'il a rencontré le recteur nouvellement nommé et ce dernier est très intéressé par le projet d'établissement et sa situation singulière. Cela présage une collaboration très constructive pour l'avenir.

- Nomination recteur délégué pour l'Enseignement supérieur, la recherche et l'innovation de la région académique Provence-Alpes-Côte-d'Azur :

Madame Fabienne Blaise étant partie à la retraite, Monsieur Emmanuel Roux a été nommé recteur délégué pour l'Enseignement supérieur, la recherche et l'innovation de la région académique Provence-Alpes-Côte-d'Azur à compter du 1^{er} juillet 2024. Ce dernier a notamment été Président de l'université de Nîmes. Une rencontre entre le Président d'Avignon Université et Monsieur Emmanuel Roux devrait avoir lieu prochainement.

- Situation politique actuelle :

Le Président indique que la situation politique actuelle inquiète de nombreuses universités. Les communiqués de presse de France Universités à ce sujet ont été transférés à l'ensemble de la communauté d'Avignon Université (ces communiqués de presse sont en libre accès via le site internet de France Universités). Quelle que soit l'issue de ce processus démocratique, ce sera une période trouble. Le Président ajoute qu'il est important de maintenir une ligne claire, qu'est le respect de l'État de droit, du cadre réglementaire et de la démocratie. En effet, les établissements peuvent être en désaccord avec les mesures politiques mais ils sont opérateurs de l'État et doivent respecter le cadre réglementaire. Dans le même temps, il existe également des valeurs fondatrices de l'université, telle que la dimension très ouverte de la recherche, les échanges, le rôle d'ascenseur social de l'université ou encore l'université comme espace de liberté d'expression.

- Le contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) avec l'État :

Dans le cadre du COMP, un atelier a eu lieu avec les Vice-présidents, les Directeurs de composantes et les Directeurs de services. Le Président a présenté les lignes générales du COMP lors de la réunion ouverte avec les personnels qui s'est tenue la semaine dernière. Le COMP est en cours de rédaction et un échange a eu lieu avec le rectorat sur la proposition d'Avignon Université. Le Président rappelle aux membres du CAC le cadre général du COMP, à savoir, présenter l'ensemble du projet d'établissement et ce, quels que soient les financements demandés. En effet, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) doit voir, dans les financements demandés, à quel projet cela contribue globalement. Il y a plusieurs semaines, la gouvernance a rencontré Madame Anne-Sophie Barthez, alors DGEIP, et cette dernière a indiqué que pour le MESR, il y a trois points d'attention importants concernant le COMP, à savoir la vie étudiante, le pilotage de l'offre de formation (la capacité des établissements à porter leur offre de formation) et les organismes de recherche (question de l'implication des organismes de recherche dans le projet d'établissement). Le Président indique que les organismes de recherche doivent être en support des politiques pilotées par les universités. En termes de méthode, il est important d'avoir un regard non complaisant sur la situation de l'établissement. En effet, la rédaction du COMP se fera sur la base d'indicateurs. Le Président rappelle les 3 axes principaux du projet d'établissement, qui sont :

- la trajectoire de différenciation,
- l'engagement dans les écosystèmes thématiques (et non seulement territoriaux) et les partenariats,
- les valeurs de l'université (environnement, égalité, diversité ou encore la question de la science/société).

Le fil directeur de ce que l'établissement propose sur le COMP est de décliner son projet dans son volet partenarial sur toutes les grandes missions et à toutes les échelles (recherche, chaires partenariales). Des moyens peuvent être demandés dans le cadre du COMP, notamment sur le passage à l'alternance, la vie étudiante ou encore l'ouverture des campus de l'université auprès de l'ensemble des étudiants du territoire. Le COMP sera soumis à l'avis du Conseil académique et à l'approbation du Conseil d'administration au début du mois de septembre 2024. Le Président indique qu'il est nécessaire de trouver les moyens d'un développement de l'offre de formation qui soit économiquement soutenable. La baisse des effectifs étudiants met réellement en danger l'établissement. Il est nécessaire d'avoir une démarche proactive sur la communication, l'attractivité de l'établissement et sur des associations/partenariats qui permettraient de financer ce développement. Au-delà de la soutenabilité du projet de développement de l'établissement, la question est de savoir quel rôle veut jouer Avignon Université au sein des écosystèmes territoriaux et des écosystèmes thématiques. Le Président ajoute qu'il est important pour l'établissement d'être au cœur de ces écosystèmes car cela le place dans le territoire, en tant qu'acteur central d'écosystèmes qui sont très importants pour le territoire. Avignon Université doit être chef de file de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le territoire et cela va passer par le renforcement et le développement de partenariats. Pour cela, l'établissement dispose d'ores et déjà d'outils tels que les Villas (Créative et Naturalité). Selon le rectorat, le fait de prendre le COMP sous l'angle du développement des partenariats est une bonne idée car cela donne de la lisibilité sur presque l'ensemble de ce qui pourrait être financé sur le COMP. La dotation finale sera de 0,8% à 1% de la subvention pour charge de service public.

- Effectifs étudiants :

Le Président donne la parole au VP CFVU qui indique que lors de la phase de candidatures sur Parcoursup, une hausse des candidatures a été constatée à hauteur de 5% par rapport à l'année dernière. Toutefois, ce chiffre ne se confirme pas dans les inscriptions définitives connues actuellement et la tendance de 5% d'augmentation n'est plus si nette aujourd'hui en termes d'acceptation des candidatures. Au niveau global de l'établissement, entre le 3 juillet 2023 et le 3 juillet 2024, il y a eu moins de candidatures avec une acceptation définitive. Toutefois, il y a davantage de candidatures en attente de réponse définitive. Cela signifie que si ces candidats confirment leur inscription, les effectifs seront alors en augmentation.

2. Approbation du procès-verbal du Conseil académique en formation plénière : séance extraordinaire du 28 mars 2024

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'approbation des conseillers le procès-verbal de la séance extraordinaire du CAC du 28 mars 2024.

➤ Vote du CAC plénier : favorable à l'unanimité

3. Avis sur la demande de domiciliation de l'association étudiante « PETUD »

Le Président donne la parole à Monsieur Nicolas Roudier, Président de l'association étudiante « PETUD », qui présente la demande de domiciliation de ladite association. « PETUD » est une association de pétanque étudiante créée au mois de mars 2024. Elle regroupe des étudiants passionnés par ce sport traditionnel de la région. La domiciliation de l'association au sein de l'université a pour but de promouvoir des événements sur le campus et d'avoir une certaine proximité avec les étudiants d'Avignon Université. La domiciliation permettra également à « PETUD » de communiquer plus facilement et de travailler avec les autres associations étudiantes de l'université.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Monsieur Didier Josselin demande si l'association est ouverte aux enseignants. Monsieur Nicolas Roudier répond par l'affirmative et indique que l'ensemble de la communauté d'Avignon Université peut être admise au sein de l'association. Monsieur Didier Josselin demande également où sera pratiquée la pétanque. Monsieur Nicolas Roudier répond que le lieu de pratique n'est pas encore fixé. Il est envisagé de pratiquer ce sport dans l'allée située à proximité du bâtiment Nord et du local REVE, comme cela a été fait lors de la journée festive du 23 mai 2024.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'avis des conseillers la demande de domiciliation de l'association étudiante « PETUD ».

➤ Avis du CAC plénier : favorable à l'unanimité

4. Avis sur la création de la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » à compter de l'année universitaire 2025-2026

Le Président donne la parole au VP CFVU qui présente la procédure relative aux demandes de création de formations hors campagne d'accréditation. La demande de création de formation est transmise au collège scientifique et pédagogique de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP), après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). La réponse peut être un avis favorable, une demande d'audition pour interroger l'établissement sur le dossier ou une demande d'informations complémentaires. Dans le cadre de la procédure, il n'y a pas d'obligation de faire voter les créations de formations par les instances avant la demande au MESR. Une validation des instances est imposée à la fin de la procédure d'accréditation. La gouvernance a choisi de consulter le CAC et le CA sur l'opportunité de créer une formation avant de faire la demande auprès du MESR. N'étant pas encore dans la phase finale de la procédure, cela explique les éventuels détails manquants dans les dossiers. Il s'agit ici d'une demande de création à compter de l'année universitaire 2025-2026.

Le Président donne la parole à Madame Corinne Fredouille, Directrice du Centre d'Enseignement et de Recherche en Informatique (CERI), qui présente la demande de création de la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels ». La création de cette licence professionnelle est proposée après la période d'accréditation car la composante s'est d'abord concentrée sur les changements de maquettes de ses licences et masters, avant de cibler une nouvelle formation.

Madame Corinne Fredouille indique que la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » a deux objectifs :

- répondre à la stratégie de l'établissement de proposer des formations avec un niveau de sortie à Bac+3 avec une dé-suspension sur la L2 et la L3,
- répondre à une demande des étudiants de terminer leur cursus à un niveau Bac+3, sans être dans l'obligation d'atteindre le niveau Bac+5. Cette licence professionnelle sera proposée totalement en alternance. Actuellement, la L3 générale est

proposée en alternance mais les étudiants rencontrent des difficultés à trouver des entreprises d'accueil. En effet, pour l'alternance, les entreprises font le choix d'accepter davantage les étudiants du CERI inscrits en Master (sur 83 étudiants actuellement en alternance, 4 sont inscrits en L3 générale et les autres sont inscrits en M1 et M2).

Cette licence professionnelle répond également à un besoin des entreprises. En effet, le CERI a réalisé un sondage auprès de plusieurs entreprises afin de connaître les besoins pour former des étudiants au niveau « Technicien » sur la thématique de l'informatique. Les employeurs sollicités ont répondu sur différents thèmes et notamment sur le développement web et le test de logiciels, qui ne nécessitent pas un niveau de diplôme à Bac+5.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Madame Maryline Vian demande des précisions sur la différence entre la licence professionnelle « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » et le Bachelor Universitaire de Technologie (BUT) « Science des données ». Madame Corinne Fredouille répond qu'il s'agit de formations totalement différentes. La licence professionnelle présentée ce jour est une mention « Informatique », contrairement au BUT « Science des données » qui comprend des composantes « Maths », « Informatique » et pas suffisamment de développement web pour pouvoir répondre aux besoins actuels des entreprises sur ces missions-là.

Monsieur Christophe Mazzia demande comment se fera la dé-suspension en L2. Madame Corinne Fredouille répond qu'il y aura des unités d'enseignement en commun et des unités d'enseignement supplémentaires liées à la professionnalisation (stage prévu en L2 et alternance en L3). Par ailleurs, pour l'alternance en L3 générale, la question de la fermeture ou non de ce parcours sera posée en conseil de perfectionnement et en conseil de composante.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'avis des conseillers la création de la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » à compter de l'année universitaire 2025-2026.

➤ **Avis du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

5. Avis sur la création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » à compter de l'année universitaire 2025-2026

Le Président donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut « Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques » (CPSN), qui présente les demandes de création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » et du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026. Ces projets de formation émanent de l'École des Nouvelles Images dans le cadre du travail de partenariat conduit par Monsieur Laurent Lombard, Directeur adjoint aux partenariats, à l'interdisciplinarité et à l'international au sein de l'Institut CPSN.

L'École des Nouvelles Images est un établissement d'enseignement supérieur qui a un statut d'association loi 1901, avec un programme de formation sur cinq ans, sans reconnaissance académique et sans diplômes d'État. Il s'agit d'une structure qui compte 250 étudiants et une perspective de développement assez importante (jusqu'à 500 étudiants à l'horizon 2030). L'École des Nouvelles Images connaît une renommée internationale depuis qu'elle est régulièrement nommée aux Oscars. Elle est reconnue comme une école d'excellence. C'est un acteur incontournable des industries culturelles et créatives (ICC) et future locataire de la Villa Créative. Il s'agit d'un partenaire important pour Avignon Université. L'École des Nouvelles Images a exprimé son besoin d'un complément de formation universitaire pour ses étudiants, notamment sur les enjeux de la culture, des langues étrangères, de la communication, du droit, du management et de l'entrepreneuriat. L'idée est de proposer aux étudiants un niveau licence professionnelle et si possible, un niveau master. L'un des objectifs est également d'intégrer les étudiants dans l'environnement universitaire d'Avignon et de combiner les contenus des formations de l'École des Nouvelles Images avec les apports des Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) de l'Institut « Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques » (CPSN) pour construire la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » et le Master mention « Création numérique » (point suivant de l'ordre du jour). Dans ce projet, Avignon Université resterait maître de la formation (accès, jury et diplomation). Les CER de l'Institut CPSN seraient mobilisés pour offrir un maximum de 300 heures de formation qui s'ajoutent aux heures de formation de l'école (soit environ 60h/an). La demande faite ce jour, suite au Conseil de l'Institut CPSN du 2 juillet 2024, est la validation du lancement de la procédure de demande d'accréditation présentée par le VP CFVU dans le point précédent de l'ordre du jour. Le projet est de lancer les deux formations dès le mois de septembre 2025 (LP et Master). Un certain nombre de débats et de discussions ont eu lieu en Conseil de l'Institut CPSN lors de la présentation de ces deux projets (pour la création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » : 5 abstentions sur 23 votants. Pour la création du master mention « Création numérique » : 5 abstentions et 5 contre sur 23 votants).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Madame Bérengère Gleize-Perrouy indique que le projet de licence professionnelle, qui entre dans le cadre d'un partenariat avec des professionnels qui maîtrisent extrêmement bien ce qu'ils font ne présente pas la même problématique que le projet de master. Elle ajoute que, de manière générale, les équipes ont pu être surprises de la création de ces deux formations car les négociations récentes portaient sur une offre de formation particulièrement contrainte. Selon elle, se pose ici la question du principe de l'ouverture de ces formations et du financement. Madame Bérengère Gleize-Perrouy

ajoute qu'un master, ce n'est pas la délivrance de 60h/an. Elle soulève la question de l'adossement à la recherche dans la fiche annexe « DA04 » du master transmise aux membres du CAC et indique être gênée dans la question de la privatisation de l'enseignement supérieur. Elle a l'impression que l'établissement brade ses diplômes pour récupérer des étudiants et de l'argent. Concernant la question de l'adossement à la recherche sur un master, le Président répond qu'il faut y réfléchir en termes de potentiel. Avec l'École des Nouvelles Images, la question de la création numérique est au cœur de l'axe identitaire de l'établissement, dans lequel de nombreux laboratoires peuvent contribuer. Il existe un réel potentiel de collaborations scientifiques et de recherche, avec une institution qui délivre une formation d'excellente qualité. Avignon Université doit saisir cette opportunité, sinon d'autres établissements le feront à sa place. Le Président ajoute qu'il y a également un potentiel d'implication des laboratoires dans les projets de recherche susceptibles d'être menés avec l'École des Nouvelles Images. L'un des enjeux pour l'établissement est également d'être la référence de l'enseignement supérieur sur le territoire. Avignon Université travaille d'ores et déjà avec le secteur privé concernant la recherche et cela peut également se faire dans la formation. Madame Bérengère Gleize-Perrouy précise qu'elle ne remet pas en compte la qualité des formations, ni le travail effectué et l'intérêt des partenariats de l'École des Nouvelles Images. Toutefois, elle trouve cela rapide de décrire le master tel que présenté dans la fiche « DA04 » transmise aux conseillers.

Le VP CFVU répond qu'en ce qui concerne les contenus des formations, les discussions ayant démarré récemment, les détails sur ces contenus ne sont pas totalement construits et cela arrivera dans un deuxième temps. Il ajoute que la vraie question est de savoir si l'on reconnaît ce diplôme-là ou la qualité de la formation comme équivalente et répondant aux exigences de l'établissement en termes d'enseignement supérieur et de master. Il rappelle qu'Avignon Université reste maître de la formation et ce, notamment dans la sélection à l'entrée du master, les jurys. Pour les enseignements assurés par l'École des Nouvelles Images, l'établissement doit garder un regard sur la qualité des intervenants, sur la nature des cours dispensés, voire même sur les modalités de contrôle des connaissances. Le but étant de s'assurer à tout moment que cela correspond à ce qu'Avignon Université attend comme formation universitaire. Le VP CFVU indique qu'en effet, un volume de 60h/an peut paraître léger mais un travail de réflexion peut être mis en place d'un point de vue économique pour savoir si l'établissement est en capacité d'assurer davantage d'heures et pour quel coût. Il ajoute que le coût financier n'est pas problématique pour la création de ces deux formations car au vu du volume horaires global de 300 heures sur les cinq années de formation et en mettant en face les frais d'inscription, cela sera rentabilisé.

Monsieur Florent Briard quitte la séance.

Monsieur Pierre-Henri Morand demande si un étudiant titulaire d'un diplôme autre que celui de l'École des Nouvelles Images pourra intégrer directement le M1. Il indique également que l'adossement à la recherche, par la recherche, pour la recherche doit se faire dans le cœur de métier. Aussi, il est nécessaire de mobiliser des enseignants-chercheurs spécialistes de la création numérique. Le Président répond que cela pourrait tout à fait être le cas. L'établissement ne peut couvrir l'ensemble des compétences et répondre à tous les besoins d'expertise pour les formations, y compris pour des formations que délivre l'établissement depuis plusieurs années. Toutefois, l'université compte des enseignants-chercheurs qui sont capables de dispenser des enseignements en lien avec le domaine du film d'animation (processus narratif, écriture, connaissance des publics, etc.). Le Président ajoute que ce projet peut ne pas fonctionner mais Avignon Université a le potentiel pour le faire et doit s'engager dans cette dynamique. En effet, l'établissement n'est pas suffisamment fort sur le volet « création » et ces formations constituent la possibilité de se renforcer en créant des synergies. Cette proposition de création de formations ne doit pas être vue seulement sous l'angle financier. Cela représenterait 300 étudiants inscrits et financièrement, la formation n'aura pas de coût pour l'université.

Monsieur Didier Josselin demande des précisions sur la somme qui reviendra à l'université. Le Président répond en rappelant le contexte : les formations en films d'animation sont un secteur qui se densifie. En effet, des industriels de la formation dans les films d'animation rachètent des écoles et des grands groupes se forment. L'École des Nouvelles Images est une association qui ne fait pas de bénéfices, qui a des financements dans le cadre du plan « France 2030 » pour son développement et dans ce contexte-là, l'école autofinance 30% de bourses. *In fine*, l'objectif pour Avignon Université est d'inscrire les étudiants, de proposer une formation qui n'aura pas de coûts supplémentaires pour l'établissement, d'élargir son offre de formation et de s'inscrire dans une dynamique qui a du sens pour l'axe identitaire de l'université et pour les perspectives scientifiques à venir.

Concernant le master mention « Création numérique », Madame Cyrielle Garson demande si les autres masters « Création numérique » en France ont le même type de configuration que le projet présenté en CAC de ce jour. Elle demande si le master proposé par Avignon Université est innovant ou est-ce le même que ce qui est fait dans les autres masters « Création numérique » qui se font aussi avec le secteur privé ? Le VP CFVU répond que cette configuration sera unique. Avec une école de ce type, les autres masters sont des masters classiques universitaires portés à 100% par les universités. Le programme proposé par l'École des Nouvelles Images a été comparé aux fiches du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) des deux formations (licence et master) et la correspondance entre les deux est quasi parfaite. Le programme ne présente aucune lacune par rapport aux fiches RNCP, si ce n'est l'implication des enseignants-chercheurs.

Monsieur Christophe Mazzia demande quelles sont les personnes de l'Institut qui portent ce projet du côté universitaire. Monsieur Guillaume Marrel répond que pour l'instant, c'est Monsieur Laurent Lombard, Directeur adjoint aux partenariats, à l'interdisciplinarité et à l'international au sein de l'Institut CPSN qui est en contact avec l'École des Nouvelles Images. Il s'agit actuellement d'une phase d'approche, de prise de contact et de définition du projet. L'équipe pédagogique n'existe pas encore car elle sera interdisciplinaire et inter-CER. Pour répondre à la question posée précédemment par Madame Cyrielle Garson (le master « Création numérique » proposé est-il innovant ?), Monsieur Guillaume Marrel indique que le

projet est en cours d'initiation et il est innovant car il ne sera pas porté dans le périmètre d'un seul CER mais plusieurs CER. Il s'agit d'un projet d'institut. Dans l'hypothèse où il n'y aurait pas d'équipe pédagogique ou de synergie qui se développe au sein de l'institut à ce sujet, le projet ne sera pas mis en place.

Monsieur Christophe Mazzia s'interroge sur le fait que le projet ne repose que sur une seule personne, à savoir Monsieur Laurent Lombard. Le Président répond que Monsieur Laurent Lombard porte le projet non pas en tant qu'enseignant-chercheur mais en tant que Directeur adjoint aux partenariats de l'Institut CPSN. Cela signifie que l'équipe pédagogique reste à constituer. Toutefois, en termes de calendrier, si l'établissement souhaite continuer dans ce processus, il est nécessaire de lancer le projet au plus tôt.

Madame Julie Deramond quitte la séance et donne procuration à Madame Bérengère Gleize-Perrouy pour la suite du CAC.

Monsieur Guillaume Walther demande quelle est l'origine du volume horaire de 60h/an. Est-ce une demande de l'École des Nouvelles Images ? Il ajoute que ces étudiants, en fin de master, devraient ensuite pouvoir intégrer des écoles doctorales et il faudrait être vigilant sur le niveau en master. Il est surpris que des partenaires scientifiques n'aient pas été identifiés localement avant d'entamer ce type de discussions. Concernant la question des 60h/an, le VP CFVU répond que cela est parti du principe de proposer un cours par semestre (environ 30h/semestre, soit 60h/an). Il rappelle que ce nombre d'heures n'est pas une limite absolue et il peut être revu à la hausse ou à la baisse si nécessaire. Le volume de 60h/an est celui qui semblait être le plus adéquat pour l'établissement sans le mettre en difficulté majeure.

En termes de partenariats pour la recherche et la formation, le Président indique que l'établissement discute avec l'École Supérieure d'Art ou encore le CNAM. Ce type de dossiers, dans des configurations singulières, est susceptible de se reproduire à l'avenir.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'avis des conseillers la création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » à compter de l'année universitaire 2025-2026.

➤ **Avis du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

6. Avis sur la création du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026

Les échanges relatifs à la création du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026 sont retranscrits dans le point précédent de l'ordre du jour, portant sur la création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » à compter de l'année universitaire 2025-2026. En effet, les demandes de création des deux formations ont été présentées en même temps, mais font l'objet de deux avis distincts.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'avis des conseillers la création du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026.

➤ **Avis du CAC plénier : favorable à la majorité (3 contre - 5 abstentions)**

7. Approbation de la création des Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES)

Le Président donne la parole à Madame Carole de Souza, Directrice de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES) qui présente les six Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) dudit Institut :

- CER « Biologie »
- CER « Chimie »
- CER « Mathématiques »
- CER « Physique »
- CER « Sol, Eau, Environnement »
- CER « STAPS - Santé »

Madame Carole de Souza indique que dans la liste des CER transmise aux conseillers, l'UPR « Laboratoire de Physiologie Expérimentale Cardiovasculaire » (LAPEC) a été omise au sein du CER « Biologie ». Aussi, il convient d'ajouter l'UPR « LAPEC » au sein du CER « Biologie ».

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Monsieur Didier Josselin fait remarquer qu'une même équipe de l'UMR « IMBE - Institut Méditerranéen de Biodiversité et d'Ecologie marine et continentale » est présente dans deux CER. Madame Carole de Souza répond qu'en effet, il s'agit de l'équipe « EECAR - Ecologie, Ecotoxicologie et Chimie appliquées à l'Agroécologie et à la Restauration », dont elle est membre. Cette équipe pluridisciplinaire est composée de groupes de chimistes, de biologistes et d'écologues. Madame Carole de Souza rappelle que l'appartenance individuelle d'un enseignant-chercheur est propre à un CER. Toutefois, une formation ou une unité de formation peut apparaître dans plusieurs CER. Aussi, l'équipe « EECAR » de l'UMR « IMBE »

étant pluridisciplinaire, elle apparaît dans plusieurs CER. Il en est de même pour l'UMR « EMMAH - Environnement Méditerranéen et Modélisation des AgroHydrosystèmes », qui est composée d'un groupe de physiciens, d'un groupe d'hydrogéologues et elle émerge à deux CER.

Monsieur Gérard Culioli indique que dans le CER « Biologie », on trouve l'UMR « SQPOV - Sécurité et Qualité des Produits d'Origine Végétale » et dans le CER « Chimie », on trouve deux équipes pour cette même UMR SQPOV (équipe « Qualim - Végétaux transformés de qualités pour une alimentation saine » et équipe « GREEN - Eco-Extraction des produits Naturels »). Il demande s'il serait possible d'être homogène concernant cette UMR. Madame Carole de Souza répond que l'UMR « SQPOV » apparaît au sein de l'Institut AgES en trois équipes (QuAlim, SporAlim et GREEN). Deux d'entre elles sont plutôt estampillées « Chimie » et le CER « Chimie » a souhaité que cette UMR apparaisse en son sein sous forme d'équipes. Le CER « Biologie » a quant à lui estimé qu'il n'était pas nécessaire de décomposer l'UMR « SQPOV » par équipe.

Monsieur Pierre-Henri Morand demande quelle est la volumétrie des CER en termes de personnels. Madame Carole de Souza répond que les CER sont de taille variable car la cartographie de l'institut est elle-même variable. Ce nombre est compris entre 10 et 50 enseignants-chercheurs par CER.

Monsieur Johnny Douvinet demande si une équipe de formation peut appartenir à plusieurs CER. Madame Carole de Souza répond que pour l'Institut AgES, les formations sont gérées par des responsables et à chaque formation est associée un budget qui permet de faire fonctionner cette formation. De ce fait, une formation sera davantage pilotée par un CER spécifique mais l'équipe de formation est composée d'enseignants et enseignants-chercheurs pouvant, quant à eux, appartenir à plusieurs CER.

Madame Carole de Souza ajoute que le master « Sciences et Technologie de l'Agriculture de l'Alimentation et de l'environnement - International Master of Agricultural Sciences » de l'EUR Implants est présent dans trois CER. En effet, cette formation est pluridisciplinaire (chimie, biologie et santé) et il était naturel qu'elle soit référencée dans ces CER. Ce master sera toutefois piloté à l'échelle de l'EUR. Cela illustre la difficulté liée à l'exercice de création des CER. En effet, il y a d'un côté le fonctionnement et de l'autre côté la question de comment lister cela dans un document qui sera peut-être oublié dans quelques années. L'essentiel étant que les formations fonctionnent.

Monsieur Guillaume Walther quitte la séance.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'approbation des conseillers la création des Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) de l'Institut Agrosociétés, Environnement et Santé (AgES), sous réserve de l'ajout de l'UPR « LAPEC - Laboratoire de Physiologie Expérimentale Cardiovasculaire » au sein du Centre d'Enseignement et de Recherche « Biologie ».

➤ **Vote du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

8. Approbation de la création des Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN)

Le Président donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN) qui présente les huit Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) dudit Institut :

- CER « Droit »
- CER « Sciences Sociales. Sciences politique, économiques et de gestion »
- CER « Histoire »
- CER « Culture et Communication »
- CER « Géographie et Aménagement »
- CER « Langues Étrangères Appliquées » (LEA)
- CER « Théâtre, Littérature(s), Langue(s) » (TLL)
- CER « Études Interculturelles et Création » (ETICC)

Les huit CER sont à la fois disciplinaires, pluridisciplinaires, thématiques et multithématiques. Ils regroupent huit unités de recherche et 36 équipes de formation qui sont, à ce jour, identifiées à la mention de diplôme. Il a été demandé aux équipes de rattacher chaque formation à un CER principal, hormis la licence « Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales » (LLCER) dont les deux parcours sont gérés par deux CER différents.

Madame Maryline Vian quitte la séance.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Monsieur Johnny Douvinet ajoute que les CER de l'Institut CPSN comptent entre 15 et 32 personnes. Il indique également que le nom du CER « Sciences Sociales. Sciences politique, économiques et de gestion » pose question car d'autres CER font des sciences sociales (notamment les CER « Histoire » et « Géographie et Aménagement »). Monsieur Guillaume Marrel précise que le Conseil de l'Institut CPSN a approuvé la liste des CER présentée ce jour, sous réserve de l'intitulé du CER « Sciences Sociales. Sciences politique, économiques et de gestion ». Le CER délibérera à nouveau sur son nom afin de faire prochainement une proposition définitive auprès des instances (CAC et CA).

Madame Carole de Souza indique que dans les documents (statuts, etc.), l'Institut AgES a fait le choix de ne pas faire apparaître d'acronymes dans les noms de ses CER, afin de donner toute liberté à une communication en interne. Elle s'interroge sur les noms des CER de l'Institut CPSN, dont certains ont un acronyme et d'autres non. Elle demande si c'est une volonté de certains CER de ne pas proposer d'acronyme. Monsieur Guillaume Marrel répond que l'Institut CPSN a suivi les délibérations des Conseils et les remontées des responsables. Le Président ajoute qu'un travail est en cours sur la communication et notamment en matière de logos, de sigles, etc.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'approbation des conseillers la création des Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN), sous réserve de la modification du nom du CER « Sciences Sociales. Sciences politique, économiques et de gestion ».

➤ **Vote du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

9. Questions diverses

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h50.

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS